



Processus National REDD en République Démocratique du Congo

Rapport d'Avancement à Mi-Parcours

Juin 2012

Synthèse

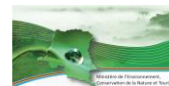
En janvier 2009, une première mission conjointe à Kinshasa réunit le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme de RDC (MECNT), les partenaires internationaux (FCPF, ONU-REDD, les agences PNUD, FAO et PNUE...) et nationaux (société civile...). Elle conduit à un premier engagement des partenaires multilatéraux au processus REDD en RDC (0.2M\$ du FCPF, 1.8M\$ de l'ONU-REDD). En mai 2009, le Coordonnateur National REDD est recruté, ainsi qu'un conseiller technique international. L'équipe se renforce progressivement et la Coordination Nationale est officiellement instituée par décret en novembre 2009, aux côtés de deux autres organes de décision (Comité National REDD) et de planification (Comité Interministériel REDD). Des premières activités de sensibilisation, de consultation et d'études sont engagées. En Mars 2010, le Conseil d'Orientation de l'ONU-REDD et le Comité des Participants du FCPF approuvent des financements supplémentaires pour la mise en œuvre du R-PP de la RDC (3.4M\$ du FCPF et 5.5M\$ de l'ONU-REDD). Depuis, la Coordination Nationale REDD met en œuvre le processus de préparation à REDD (phase 1) dans l'objectif de permettre au pays d'entrer dans la phase d'investissement (phase 2) au 1er janvier 2013.

Depuis 2009, le rythme de mise en œuvre du programme est resté très soutenu. Le processus REDD+ national a connu de nombreuses avancées et maintient sa perspective d'entrer en phase 2 au début de 2013. Le processus exige une forte réactivité et une grande capacité d'ajustement, ainsi qu'une gestion adaptative pour saisir les opportunités et répondre aux défis qui émergent. Ainsi, plusieurs ajustements et compléments ont dû être conçus et déclinés par rapport au R-PP. Certains chantiers ont été renforcés ou modifiés, à l'image de la préparation de la stratégie, du lancement des projets pilotes ou encore du dialogue de politique. Certains sont terminés comme le consensus national sur les causes de la déforestation, d'autres sont dans un état assez avancé et ont connu des progrès substantiels, en particulier certains éléments du cadre de mise en œuvre avec le registre national REDD, la procédure d'homologation ou encore les standards REDD. D'autres chantiers prennent un peu de retard, mais ils s'inscrivent généralement dans une perspective à long terme et ne sont pas nécessairement bloquant pour l'entrée en phase 2, à l'image des efforts de décentralisation. Dans l'ensemble, le pays maintient le cap pour une phase de préparation achevée au 31 décembre 2012 avec un niveau de qualité ambitieux.

La Coordination Nationale REDD a organisé ses chantiers en cinq composantes dont on retrouve les principales réalisations ci-dessous:

- Gestion et coordination :
 - Création, gestion et renforcement des capacités des institutions REDD
 - Mobilisation de financements et co-financements pour la mise en œuvre de la préparation pour environ 22M\$ sur 2009-2012 en ligne avec les prévisions du R-PP
 - Lancement d'un dialogue de politique entre le gouvernement congolais et les partenaires internationaux sous le patronage du Président de la République
 - Instauration d'un dialogue multisectoriel et multipartenaires
 - Appui aux négociations internationales et connexion du technique et du politique

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



- IEC, consultations et renforcement des capacités :
 - Instauration des « Universités REDD » annuelle. La dernière en septembre 2011 a rassemblé plus de 800 participants pendant 10 jours de formation
 - Cycle d'ateliers de renforcement des capacités (journalistes, réseaux confessionnels, jeunes, peuples autochtones...), accords de partenariat de diffusion...
 - Coordination de huit chantiers en cours avec le MECNT et la société civile

- Stratégie REDD et outils de mise en œuvre :
 - Mise en place de seize coordinations thématiques multipartites. Production d'un premier rapport de propositions programmatiques (mai 2012)
 - Définition participative de scénarios prospectifs de développement à l'horizon 2035 et élaboration du cadre logique du futur outil de modélisation (mars 2012)
 - Rapport de consensus sur les causes de la déforestation en RDC (novembre 2011)
 - Développement du système national de surveillance des forêts de la RDC
 - Deux documents cadre pour le MRV carbone (présentation de la cible et plan de mise en œuvre), formations, coordination et intégration régionale
 - Cartographie préliminaire des bénéfices multiples
 - Séminaire international pour le cadrage du CLIP dans le processus REDD en RDC
 - Rapport sur le partage des revenus dans REDD en RDC
 - Rapports sur la gouvernance et la lutte anti-corruption dans REDD en RDC
 - Rapport d'évaluation du cadre légal et institutionnel pour REDD en RDC
 - Arrêté sur la procédure d'homologation des projets REDD en RDC
 - Production des standards socio-environnementaux préliminaires pour REDD en RDC
 - Revue préliminaire d'analyse des risques dans le cadre du SESA
 - Mission de cadrage pour l'analyse des coûts de REDD en RDC
 - Mandat et feuille de route pour la création d'un fonds national REDD
 - Registre national des financements et activités REDD V1 en ligne

- Expérimentation de projets et initiatives pilotes :
 - Signature des sept accords de don, formation des partenaires de mise en œuvre et lancement des activités (25M\$)
 - Recensement, coordination, formations et conseil aux développeurs de projets et initiatives REDD en RDC

- Lancement de la phase d'investissement :
 - Cadrage de six programmes anticipés et développement de partenariats
 - Préparation de la stratégie d'investissement FIP, validée en juin 2011 à Cape Town
 - Préparation du ER-PIN pour le programme Mai-Ndombe
 - Ateliers et dialogue renforcé avec le secteur privé
 - Lancement du dialogue de politique et du processus de création d'un fonds REDD

La préparation REDD a été confrontée à diverses contraintes, dont les trois principales ci-dessous :

- Le principal défi se situe autour des élections présidentielle et législative de novembre 2011 jusqu'à l'instauration d'un nouveau gouvernement et d'un nouveau parlement en avril 2012. Ces élections se sont traduites par une période d'incertitude politique et le besoin de relancer la sensibilisation et le lobbying sur REDD au niveau des décideurs.

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



- La faiblesse des capacités nationales et de la gouvernance dans un pays à l'échelle d'un continent génère aussi de nombreux coûts associés au renforcement des capacités, aux efforts de structuration et de mobilisation des parties prenantes, aux mécanismes de sécurisation et de contrôle, à la mobilisation d'une expertise d'appui internationale... Cela requiert une approche progressive de la montée en puissance politique et de la mise en œuvre technique du mécanisme REDD vers la phase 3.
- Dans un tel contexte, les signaux envoyés par les partenaires internationaux, très appréciés par le pays, sont restés toutefois timides, faiblement déterminés et numériquement insuffisants pour assoir le processus REDD dans les priorités politiques nationales

En dépit de ces problématiques, la dynamique REDD en RDC est résolument établie et lancée. Les avancées techniques voire les innovations du pays permettent au processus REDD de s'affirmer peu à peu dans le débat national, et à la RDC de contribuer activement à la réussite de REDD au niveau international. Si l'appropriation politique reste encore fragile, la dynamique est positive et les avancées sont tangibles depuis le lancement du processus de préparation en 2009.

1. Organisation de la préparation et consultations

1a. Arrangements nationaux pour la gestion de REDD

Le cadre institutionnel de gestion de la préparation à REDD a été établi en novembre 2009 par décret du Premier Ministre. Il instaure un organe de décision (Comité National), un organe de planification (Comité Interministériel) et un organe de pilotage et de mise en œuvre (Coordination Nationale). Il suggère aussi la mise en place d'un Conseil Scientifique qu'il n'a pas été jugé opportun d'instituer jusqu'ici.

Dans les faits, le processus a été géré essentiellement par la Coordination Nationale REDD (CN-REDD). Elle a été dotée des moyens logistiques, humains, techniques et financiers pour assurer sa mission et porter la phase de préparation à REDD depuis 2009. Elle a notamment permis de :

- Mettre en place et former une équipe de vingt professionnels dont environ 20% d'internationaux. Illustration : séminaire d'intégration en septembre 2010 à Muanda.
- Assurer la gestion administrative et financière, coordonner les partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux, programmer et mettre en œuvre tous les chantiers de la phase de préparation
- Conseiller la délégation de la RDC aux négociations sous la CCNUCC et dans les autres rencontres internationales sur REDD pour gérer les relations entre l'agenda technique national et les discussions internationales. Illustration : participation systématique de la CN-REDD aux travaux de négociation sous la CCNUCC (Copenhague, Cancun, Durban, Bonn, Bangkok, Tianjin, Panama...) et aux rencontres du Partenariat REDD (Paris, Oslo, Berlin...).

Les Comités National et Interministériel ont joué un rôle modeste. Ils ont permis d'organiser et de normaliser le partage d'information et les consultations entre les différents ministères clés du processus, et les autres partenaires comme la société civile et le secteur privé. Ils ont aussi offert une opportunité pour la mobilisation et le renforcement des capacités. En revanche, l'essentiel des efforts consentis au niveau des comités concerne en fait la montée en compétence même des comités, davantage que l'exécution des prérogatives. Cet ajustement n'a pas porté préjudice au processus de préparation, et la mise en place anticipée de ces comités

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



apporte les enseignements et pose les bases de leur fonctionnement effectif et essentiel pour la phase d'investissement à venir. Les activités suivantes sont à noter concernant ces comités :

- Seize réunions officielles des comités depuis 2010
- Trois séminaires de formation et de travail à Kisantu entre 2011 et 2012
- Participation systématique dans les missions conjointes et les principaux ateliers techniques
- Mise à disposition d'ordinateurs portables (février 2012)

La décentralisation du processus est restée embryonnaire, et l'instauration de processus REDD et d'arrangements institutionnels appropriés dans les provinces démarre progressivement en 2012. Les contraintes humaines, techniques et financières pour la décentralisation ont été sous-estimées lors du cadrage de la phase de préparation, mais la dynamique est désormais lancée pour assurer la montée en puissance et la participation active des provinces dans la phase d'investissement. On soulignera quelques activités majeures dans ce sens :

- Ateliers de lancement du processus national REDD dans 8 provinces (août 2009 à juin 2010)
- Atelier de lancement du processus provincial REDD au Maniema (janvier 2011)
- Semaine de formation dans le Nord Kivu (septembre 2011)
- Recrutement, formation et déploiement des 11 points focaux provinciaux (mai/juin 2012)

Le dispositif de gestion de la préparation à REDD depuis 2009 pose les bases des arrangements nationaux pour la gestion de REDD en phase d'investissement. Toutefois, des évolutions devront être apportées dans les arrangements institutionnels et organisationnels pour s'adapter à l'évolution des fonctions nécessaires pour la gestion du processus à partir de 2013. Il s'agit d'un chantier phare qui sera mené au deuxième semestre 2012.

1b. Consultation, participation et sensibilisation

Le processus national REDD est fortement participatif, consultatif, transparent et inclusif. La CN-REDD dispose de bureaux ouverts et accueille en permanence les représentants des parties prenantes qui la sollicitent. Un dialogue constant a été instauré avec la société civile organisée en plate-forme commune appelée Groupe de Travail Climat REDD (GTCR). De nombreuses réunions de concertation ont été tenues de manière ordinaire ou en réponse aux besoins de l'actualité. Si les vues sont parfois divergentes, le dialogue a toujours été maintenu et le MECNT a assuré un rôle d'arbitrage et de facilitation lorsque nécessaire. Ce processus renforce progressivement le sentiment de confiance entre les acteurs et la dynamique de partenariat. Il se heurte néanmoins à des lacunes en termes de capacités et de structuration de la société civile. La CN-REDD a proposé d'appuyer le GTCR en ce sens, et un plan de préparation de la société civile a été élaboré et devrait démarrer avant la fin 2012.

La participation a été aussi forte au niveau des autres secteurs de l'administration. De multiples chantiers développés dans des parties subséquentes ont alimenté cette participation, notamment la préparation des programmes anticipés, la programmation FIP ou encore le dialogue de politique. De manière plus emblématique, la mise en place des trente groupes de coordination thématique (GCT) en janvier 2011 et leur évolution vers seize coordinations thématiques (CT) en février 2012 a permis de mobiliser des représentants de dix-sept ministères différents couvrant l'ensemble des domaines essentiels et pertinents pour REDD.

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



Le secteur privé a été systématiquement invité dans les multiples événements REDD. Sa participation a été progressive. Dans la phase préliminaire de préparation, l'intérêt du secteur privé semblait moins direct et immédiat. Avec les travaux de programmation, notamment dans le cadre du FIP, et l'imminence de l'entrée en phase d'investissement, le secteur privé témoigne d'un regain de mobilisation autour de la question REDD.

L'esprit de participation et le recours systématique aux consultations se manifeste essentiellement par des actions liées à des chantiers techniques qui sont présentés plus loin dans le document. Par exemple, des plans complets de consultation et la participation directe de la société civile et du secteur privé ont été élaborés et déployés autour de chantiers comme la préparation du R-PP, le consensus national sur les causes de la déforestation, la stratégie d'investissement FIP, la stratégie nationale à travers les CT, la préparation des standards socio-environnementaux etc. On peut toutefois noter quelques activités spécifiques à la communication, à l'information et à l'éducation ci-dessous :

- Réalisation des Universités Internationales REDD chaque année. Grand événement de formation intensive à REDD et au développement durable ouvert au public.
 - En 2010 : 9 journées de formation, 300 bénéficiaires au total, 110 participants chaque jour, 10 pays africains représentés
 - En 2011 : 10 journées de formation, 800 bénéficiaires au total, 300 participants chaque jour, examen réussi pour 200 participants
- Organisation ou soutien actif à plus de quarante événements de formation et de sensibilisation auprès de différentes catégories d'acteurs (universités et écoles, réseaux de journalistes, confessions religieuses, jeunesse, peuples autochtones, ONG, provinces...)
 - Illustration : Forum de la jeunesse pour Rio+20 et campagne de plantation avec 3.000 jeunes de Kinshasa, concert de sensibilisation et appui à la production de chansons d'éducation (juin 2012)
- Réalisation et diffusion de supports de communication, notamment de cinq saynètes radio et autant de saynètes TV pour sensibiliser la population congolaise en général à REDD. Calendriers, dépliants, articles de presse, émissions télévisées...

La Coordination Nationale a souhaité réorganiser son équipe et son fonctionnement en septembre 2011 afin d'accélérer les réalisations en matière d'information, éducation et communication (IEC). En partenariat avec la société civile et la cellule de communication du MECNT, un plan d'action a été actualisé et sa mise en œuvre a été en partie externalisée aux partenaires de la CN-REDD, sous sa supervision. La CN-REDD souhaite ainsi d'ici la fin 2012 poursuivre ou lancer ces chantiers en cours afin de disposer :

- D'un site internet et d'un registre complet de toutes les activités d'IEC depuis 2009 (imminent)
- D'outils de diffusion de l'IEC REDD plus systématiques (chansons et concerts, films... avancé)
- D'une réforme du programme éducatif national en matière de REDD, de climat et d'environnement (avancé)
- D'un plan de communication et d'un programme de renforcement des capacités pour la période 2013-2016 (lancement)
- D'un plan de mise en œuvre de la campagne dans les territoires en cours de déploiement (avancé)

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



- D'un plan de déploiement d'un réseau de radios de proximité pour REDD (avancé)
- D'un plan de préparation de la société civile en cours de déploiement (avancé)

Au regard des ambitions du R-PP, le volet d'IEC et de consultations et donc partiellement réalisé, avec des aspects largement sécurisés (esprit de participation, consultations, Universités REDD...) et des chantiers en cours qui doivent encore aboutir. Certains chantiers seront probablement déployés au-delà de 2012 (en particulier la campagne IEC dans les territoires) du fait des délais nécessaires à la mobilisation des financements et à l'ampleur d'une charge insuffisamment calibrée au départ. Un niveau d'information et de compréhension de REDD satisfaisant dans un pays comme la RDC (taille, population, faible éducation, enclavement...) requiert un effort soutenu pendant encore plusieurs années, et associé au déploiement des activités REDD sur le terrain.

Il faut aussi noter qu'un chantier de grande envergure, non planifié dans le R-PP, a été lancé au niveau politique, dans l'idée de préparer non seulement techniquement mais aussi politiquement et financièrement l'entrée en phase d'investissement. C'est dans ce cadre que le Forum de Haut Niveau sur la forêt, le changement climatique pour le développement en RDC a été organisé en octobre 2011 à Kinshasa, sous le haut patronage du Président de la République Joseph Kabila, avec la participation de nombreux ministres clés (plan, environnement, agriculture, énergie...) et en présence de hauts représentants des partenaires comme le sous-Secrétaire Général aux Nations-Unies Achim Steiner et l'Ambassadeur Climat de la Norvège Hans Brattskar. Cet événement a lancé officiellement un vaste dialogue de politique entre le gouvernement de la RDC et ses partenaires internationaux dans le but d'ancrer la future stratégie sur des ambitions politiques partagées et des moyens financiers sécurisés. La période électorale a amené à suspendre momentanément cette dynamique, actuellement en cours de relance dans l'idée d'aboutir à une table ronde des bailleurs en début d'année 2013.

2. Préparation de la stratégie REDD

2a. Evaluation de l'usage des terres, des causes de changement d'usage, de la législation, de la politique et de la gouvernance forestière

Les deux activités clés programmées dans le R-PP ont été réalisées.

L'étude sur le retour d'expériences en matière de lutte contre la déforestation et la dégradation forestière a été réalisée entre janvier et octobre 2010.

La construction d'un consensus national sur les causes de la déforestation et de la dégradation forestière a aussi été finalisée. Un atelier en novembre 2011 a permis de présenter le rapport de synthèse du consensus national, qui a été finalisé suite à l'intégration des dernières remarques de la société civile en avril 2012. Le travail de synthèse et de consolidation avec l'appui de la FAO s'est notamment appuyé sur les résultats de plusieurs chantiers engagés depuis 2010 :

- Revue bibliographique des moteurs de la déforestation en RDC par la société civile (février-mai 2010)
- Analyse qualitative des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts en RDC par la société civile (mars-novembre 2011)
- Analyse de terrain des facteurs de déforestation dans le cadre de l'étude environnementale post-conflit du PNUE (juillet 2010-novembre 2011)

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



- Analyse quantitative des causes de la déforestation et de la dégradation des forêts en RDC par l'Université Catholique de Louvain (UCL - juillet 2010-novembre 2011)
- Consultations et revue qualitative des résultats de l'analyse de l'UCL par la société civile (septembre 2011-avril 2012)

Par ailleurs, divers travaux réalisés dans le cadre de la préparation des options stratégiques REDD et du cadre de mise en œuvre énoncés contribuent à dégager une bonne compréhension globale de l'usage des terres, des causes de changement d'usage et de la législation, politique et gouvernance forestière en vigueur.

2b. Options pour la stratégie REDD

Une première étude sur le potentiel REDD en RDC a été réalisée entre octobre et novembre 2009 avec le concours de Mc Kinsey. Elle a permis de poser des hypothèses de base pour orienter les travaux d'approfondissement et de préparation de la stratégie nationale.

La construction des options pour la stratégie REDD repose sur la valorisation de multiples contributions issues des chantiers d'études (causes de la déforestation, cadre de mise en œuvre...) et de l'expérimentation, dans le cadre d'un processus de mobilisation de l'expertise et de consultation des parties prenantes large et intensif. Ce processus est bien avancé en RDC.

Concernant les études pour alimenter les réflexions, toutes les études clés identifiées dans le R-PP ont été réalisées ou sont en passe d'aboutir : étude exploratoire (novembre 2009), retour d'expériences (octobre 2010), causes de la déforestation (avril 2012), analyse des programmes sectoriels (avancée voire achevée en fonction des secteurs), étude sur le cadre de mise en œuvre et la répartition des revenus (juin 2012) et analyse d'impact environnementale et sociale (en cours, pour finalisation fin 2012).

Concernant l'expérimentation, des projets pilotes ont été initiés sous l'impulsion de la CN-REDD. L'identification et la préparation des projets s'est faite à partir de décembre 2009. Des accords de don ont été signés avec le Congo Basin Forest Fund en novembre 2010 pour un montant de 25M\$. Néanmoins, le lancement des projets et leur mise en œuvre se fait de manière progressive, et se heurtent à des difficultés de procédure et de manque de capacités. Les enseignements opérationnels issus de ces initiatives ne seront pas disponibles en 2012. Néanmoins, de nombreuses expériences sectorielles développées par le secteur privé, les ONG, les partenaires au développement ou encore l'administration permettent de dégager des informations et réflexions essentielles pour alimenter les options pour la stratégie REDD.

De même, de nombreuses activités de programmation (non planifiées dans le R-PP) ont été menées par la CN-REDD, notamment les six programmes anticipés (2010), les travaux de préparation de la stratégie et des programmes d'investissement FIP (2011-2012) ou encore la préparation du ER-PIN pour la future province de Mai-Ndombe. Ces chantiers ont mobilisés de nombreuses ressources et ont permis d'approfondir les réflexions, les études et les partenariats sur différents secteurs clés pour REDD.

La RDC a enfin mis en place un processus ambitieux et innovant pour assurer la mise en commun des données, la participation et la transparence, ainsi que la mobilisation de toutes les compétences pertinentes pour l'élaboration des options REDD. Cette approche, non développée dans le R-PP, a été élaborée suite à un atelier de deux jours tenu en novembre 2010. Il a rassemblé 160 représentants de toutes les parties prenantes et de tous les secteurs pour travailler, sur base des causes de la déforestation, sur l'identification des grandes options potentielles en matière de REDD. En janvier 2011, trente groupes de coordination thématique ont été mis en place, réorganisés en février 2012 en seize coordinations thématiques (CT) :

- 400 personnes de toutes les parties prenantes, dont 17 ministères représentés

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



- Plus de 400 réunions de travail, trois ateliers communs d'information
- Implication dans tous les chantiers clés pour la stratégie : modélisation, analyse des coûts, SESA...
- Alimentation systématique par les résultats des études sectorielles approfondies menées simultanément : programmes anticipés, FIP, CIRAD etc.
 - Illustrations : divers études et ateliers ont permis l'élaboration de notes conceptuelles avancées sur les questions de foncier, de zonage et d'aménagement du territoire, de paiements pour services environnementaux, de gestion de la filière biomasse/énergie, d'agroforesterie, de lutte contre l'agriculture sur brûlis...
- Séminaire intensif de formulation des options avec l'appui de la mission SESA (avril 2012)
- Rapport des propositions programmatiques pour l'élaboration de la stratégie nationale REDD de la RDC, V0 (mai 2012)

Par ailleurs, un chantier pour analyser l'ensemble des coûts des options REDD en RDC a été mis en œuvre et a démarré par une mission de cadrage et de collecte préliminaire des données avec l'appui d'un cabinet international en mai 2012.

A ce stade, les moyens financiers pour le fonctionnement complet de ces CT ont été identifiés mais ne sont pas encore disponibles. Une intensification du travail des CT est attendue entre août et octobre 2012 pour consolider les propositions d'options REDD et permettre de finaliser la stratégie.

Contrairement aux prévisions du R-PP, la RDC n'a pas préparé de stratégie nationale REDD+ préliminaire jusqu'à aujourd'hui, du fait de la multiplicité et des calendriers spécifiques des chantiers de contribution à gérer parallèlement, et afin d'éviter les risques de confusion connus lors de la préparation de l'étude sur le potentiel REDD en novembre 2009. Sur base des différents éléments de la stratégie qui sont finalisés progressivement, la CN-REDD produira une version préliminaire de sa stratégie nationale REDD en août 2012, pour consolidation d'ici à décembre 2012. Il faut préciser que la RDC sera en mesure de présenter une stratégie cadre, mais que la complexité des circonstances nationales rend encore aléatoire de formaliser à ce stade une programmation robuste et chiffrée de cette stratégie.

2c. Cadre de mise en œuvre

De nombreux chantiers ont été engagés et ont permis de produire des analyses et des outils pertinents pour alimenter le futur cadre de mise en œuvre de REDD en RDC :

- Promulgation de la loi cadre sur l'environnement (juillet 2011)
- Arrêté et manuel de procédure pour l'homologation des projets REDD+ ouvrant droit à l'émission de crédits carbone (formation et validation par le Comité National en juin 2011, promulgation en février 2012)
- Mise en place d'un registre national des financements et activités REDD en RDC (V1 programmée depuis novembre 2011, version 2 en cours de développement)
 - Ce registre a vocation à devenir la plate-forme informatique du système d'information et de gestion du processus REDD à partir de 2013 (SI&G), intégrant notamment les données issues

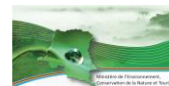
Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



de la modélisation et du niveau de référence, du MRV carbone, le système d'information sur les standards (SIS) etc.

- Chantier vers l'élaboration du fonds national REDD et son opérationnalisation d'ici décembre 2012:
 - Atelier de consultation sur le mécanisme financier pour REDD en RDC (octobre 2010)
 - Proposition de TDR et consultations des parties prenantes (juin-novembre 2011)
 - Mandat ministériel donné au PNUD pour la mise en place d'un fonds national d'ici à fin 2012 avec administration par le PNUD de manière intérimaire (décembre 2011)
 - Mission internationale (avril 2012)
 - Travaux de révision des TDR par le PNUD, le MECNT et le Ministère des Finances avec la participation de la Norvège (mai 2012)
 - Recrutement d'un cabinet international pour l'appui au cadrage et à l'optimisation du fonds national REDD en mode pérenne (imminent)
- Instauration d'un partenariat avec GLOBE International pour l'appui du Parlement à la préparation et la mise en œuvre des réformes pour REDD en RDC :
 - Etude globale du cadre de mise en œuvre pour REDD en RDC (juin 2012)
 - Benchmark international des cadres de mise en œuvre pour REDD (en cours), alimenté par l'étude comparative du PNUD sur les cadres de mise en œuvre en RDC, au Vietnam et en Indonésie
 - Mobilisation et renforcement des capacités des parlementaires de RDC (missions à Londres, à Rio...)
- Réalisation d'études sur différents volets spécifiques à la gouvernance de REDD :
 - Rapport sur la lutte anti-corruption pour REDD en RDC (PwC, NORAD, PNUD)
 - Rapport sur l'économie politique de REDD en RDC (Banque Mondiale)
- Chantier de cadrage du partage des revenus en matière de REDD :
 - Ateliers de réflexions et consultations avec l'appui d'expertise internationale (janvier et septembre 2011)
 - Etude sur les options en termes de partage des revenus (rapport CI-CODELT finalisé en avril 2012)
- Chantier de préparation du consentement libre, informé et préalable pour REDD en RDC
 - Chantier de consultations et d'expérimentation du CLIP mené par le WWF, avec élaboration d'une proposition de méthodologie présentée au Comité National REDD
 - Séminaire de réflexions d'une semaine dans le cadre de The Forest Dialogue avec un fort appui international (mai 2012)

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



Les circonstances politiques et techniques nationales n'ont pas permis d'engager directement en phase de préparation les réformes telles que prévue de manière trop ambitieuse dans le R-PP. En revanche, la consolidation de toutes ces contributions dans un cadre de mise en œuvre complet constitue un chantier phare du deuxième semestre 2012. Elle sera réalisée dans le cadre du partenariat avec GLOBE International et avec l'appui des partenaires habituels du processus REDD en RDC. Elle sera aussi accompagnée par un plan de travail spécifique pour sécuriser la bonne gouvernance dans tous les aspects du processus REDD. Ce plan de travail a été élaboré par le responsable de la gouvernance et lutte anti-corruption pour REDD recruté au sein de la CN-REDD en avril 2012, et inclue notamment l'élaboration d'un mécanisme de gestion des plaintes.

2d. Impacts sociaux et environnementaux

Un comité de suivi sur les risques et cobénéfices sociaux et environnementaux pour REDD en RDC a été institué par arrêté ministériel en avril 2011. Il comprend vingt membres représentant l'ensemble des parties prenantes pertinentes, notamment l'administration nationale, la société civile nationale et les partenaires internationaux. Il a vocation à assurer le suivi et la validation techniques des travaux engagés pour la mise en place d'un système complet de standards et sauvegardes socio-environnementales pour REDD en RDC.

Un large travail d'élaboration participative, de consultations et de renforcement des capacités a été mené pendant huit mois avec la société civile nationale sous mandat et supervision de la CN-REDD sur la question des standards socio-environnementaux. Il comprend les activités suivantes :

- Revue bibliographie (avril 2011) : elle a permis l'élaboration de standards nationaux V1 et le renforcement des échanges avec les partenaires internationaux (CCBA et REDD+SES, UN-REDD PNUF et PNUD, Banque Mondiale...)
- Consultations intensives des standards V1 dans six provinces (mai-juillet 2011)
- Mission d'expérimentation des standards V1 sur trois sites pilotes REDD (juin-juillet 2011)
- Atelier d'experts nationaux et internationaux (juillet 2011) : il a permis de dresser le bilan des activités réalisées et des propositions, avec la participation active des experts internationaux
- Consultations et mission d'approfondissement (août-décembre 2012), notamment dans le cadre d'une mission en Equateur: cette étape a permis à la société civile de formaliser les standards nationaux REDD préliminaires qui ont été soumis au MECNT

Ce processus est ponctué de différentes missions d'étude (Brésil, Equateur, Tanzanie...) auxquelles participent les personnes clés du chantier au niveau de la CN-REDD, de l'administration du Ministère et de la société civile.

Enfin, la mission d'étude stratégique sociale et environnementale (SESA) a démarré en février 2012. Une première revue des risques socio-environnementaux a été produite de manière préliminaire, et le chantier a permis d'intensifier le travail de consultation et de préparation des options REDD par les CT. Les propositions programmatiques VO (mai 2012) contiennent déjà une pré-évaluation des risques associés à chaque option. La mission SESA doit livrer ses résultats finaux avant la fin 2012.

Enfin, avec l'appui de la mission SESA, des termes de référence sont produits (juin 2012) pour l'élaboration et l'expérimentation des outils de mise en œuvre des standards et sauvegardes pour REDD en RDC. Au-delà des

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



standards, il est nécessaire de concevoir les instruments pour faciliter et contrôler la mise en œuvre effective des standards à travers les différents projets et initiatives REDD. En travaillant étroitement avec les projets et initiatives pilotes, ce plan de travail permettra d'ici la fin 2012 de disposer :

- De standards nationaux finalisés
- D'un ensemble de modèles de référence pour les différents types d'études d'impact et les cadres de gestion socio-environnementaux nécessaires à l'opérationnalisation des standards en fonction des principales typologies de financement REDD (politique habilitante, projet REDD, initiative à échelle communautaire etc.)
- D'un guide méthodologique et d'un système d'information intégré pour collecter et organiser les données sociales et environnementales et contrôler le respect des standards dans les futurs projets REDD (cf. registre national).

3. Niveau de référence des émissions, niveau de référence

Un ensemble d'activités est engagé pour collecter l'information de base et alimenter les deux composantes clés pour l'élaboration du niveau de référence : les données chronologiques et les données sur les circonstances nationales (cf. R-PP).

- Le sondage national auprès de 30.000 ménages a démarré. L'Institut National de Statistique qui pilote le chantier a ainsi embarqué dix pages de questionnaires développés par la CN-REDD pour fournir des données quantitatives de grande valeur avec une couverture géographique nationale à l'échelle des territoires.
- L'étude menée par IIASA au niveau régional a aussi permis de collecter des éléments pertinents pour alimenter la compréhension des circonstances nationales, y compris des dynamiques internationales pouvant influencer la trajectoire de déforestation congolaise.
- De plus, les données chronologiques ont été enrichies par deux grandes initiatives, utilisant des méthodologies complémentaires et dont la comparaison a montré la cohérence et l'homogénéité. Les résultats de ces études ont été compilés dans l'édition 2010 de l'Etat des Forêts du Bassin du Congo, ouvrage de référence bisannuel produit par la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) et ses partenaires au travers de son Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale (OFAC).
 - La première initiative, FACET, a été menée par l'Observatoire Satellital des Forêts d'Afrique Centrale (OSFAC) en collaboration avec les Universités du Dakota du sud et du Maryland, avec le soutien de l'USAID-CARPE. Elle a permis de réaliser un atlas de la couverture forestière et des changements du couvert forestier en RDC pour la période 2000-2005-2010 selon une méthodologie « mur à mur » utilisant principalement des images Landsat.
 - La deuxième initiative est issue du travail de l'Université Catholique de Louvain et du Centre Commun de Recherche de l'Union Européenne. Utilisant quant à elle une méthodologie par échantillonnage, elle a permis de produire des données de déforestation et dégradation mais aussi de reforestation et de régénération pour les périodes 1990-2000 et 2000-2005.
- L'historique des données 1990-2000-2005-2010 permet ainsi d'alimenter les réflexions sur différents chantiers (scénario de référence, programmes FIP...) même si ces données ne sont pas "compliant" dans le cadre d'un MRV carbone phase 3 (cf. partie 4a).

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



Au-delà de ces chantiers spécifiques, le chantier de préparation du niveau de référence est alimenté par de nombreux chantiers parallèles qui visent à collecter des données évoqués dans d'autres parties du document (travaux des CT, analyse des coûts, modélisation...).

Parallèlement, un travail de mise en cohérence pour définir une vision de développement de long terme a été lancé afin d'inscrire le processus REDD+ en RDC dans un agenda de réformes et d'investissements plus ambitieux dans le sens d'un développement vert. La CN-REDD a ainsi participé à un atelier international sur l'approche « Story and Simulation » (SAS) à Nairobi (septembre 2011). En partenariat avec le PNUE et le Ministère du Plan, un chantier de modélisation a été lancé dans le prolongement de cet atelier :

- Atelier de cadrage : 90 représentants des GCT réunis pendant deux jours ont dégagé quatre storylines (futurs scénarios de développement possibles du pays) – (novembre 2011)
- Consultations, préparation des TDR, identification et négociations avec les partenaires, contractualisation avec le Millenium Institute (décembre 2011-avril 2012)
- Atelier de préparation de l'outil de modélisation (avril 2012): les mêmes représentants des GCT se sont réunis pendant deux jours avec l'appui du Millenium Institute, du PNUE, de IIASA et de l'UCL pour élaborer le cadre logique des forces motrices au cœur du futur modèle

Ce chantier permettra d'élaborer un outil de modélisation transparent, approprié et adapté nationalement, capable de confronter les multiples options programmatiques REDD dans leurs multiples impacts et bénéfices sociaux, environnementaux et économiques, afin d'aider à la décision politique sur les arbitrages et les orientations de la future stratégie REDD, et d'alimenter l'analyse des scénarii de développement et du niveau de référence.

Des termes de référence pour la consolidation du niveau de référence de la RDC ont été élaborés (mars 2012) et tracent la feuille de route des travaux engagés en 2012 dans ce cadre. Ils impliquent la poursuite des travaux avec le Millenium Institute, mais aussi la production de deux études approfondies d'analyse spatiale des changements d'usage des terres avec IIASA et avec l'UCL (les termes de référence et le contrat de prestation FAO-UCL ont été signés en mars 2012).

En dépit du retard pris par certains chantiers associés à son élaboration, la RDC devrait donc finalement disposer d'un niveau de référence d'ici la fin 2012, en ligne avec les ambitions du R-PP. Ce niveau de référence s'appuiera sur des données quantifiées, sur un outil de modélisation innovant et sur une méthodologie qu'il sera nécessaire d'améliorer et de compléter progressivement par la suite.

4. Système de suivi des forêts et sauvegardes

4a. Système national de suivi des forêts

Un plan de mise en place du système MRV carbone phase 2 est réalisé (basé essentiellement sur le SSTS) et en cours de mise en œuvre. La RDC est devenue le premier pays "compliant phase 2" en décembre 2011 en dévoilant son système national de surveillance des forêts pendant la COP17 à Durban. Une version beta du système est maintenant live sur internet. Elle contient un document d'information sur le système ainsi qu'un questionnaire à remplir par les utilisateurs (2011).

Le laboratoire pour le SSTS et l'IFN est en cours de préparation. Du matériel a été fourni à la DIAF. Plusieurs séminaires de formation des cadres de l'administration et de la société civile ont été organisés (exemple: cinq

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



techniciens de la DIAF ont suivi des formations sur l'utilisation et le développement de la plateforme TerraCongo au Brésil et à Rome en 2011). Le plan de préparation et une première ébauche pour la méthodologie de l'IFN coordonnés avec tous les partenaires est en cours de consolidation (réunion multipartites d'avril 2011, nombreuses missions).

La planification détaillée de chacune des composantes MRV (I-GES, IFN et SSTS) est finalisée avec la DDD et la DIAF (2011).

Deux documents cadre ont été finalisés en 2012 : (i) document de synthèse sur les Systèmes de Surveillance, Mesure, Notification et Vérification de la mise en œuvre du mécanisme de la REDD+ et (ii) document pour la feuille de route, activités et risque par composantes.

Les travaux engagés par la FAO à l'échelle régionale garantissent la coordination avec la COMIFAC et permettent de mobiliser des moyens supplémentaires pour le programme national. Ce programme a été adopté par le CBFF, la BAD et les pays de la COMIFAC (2011) et lancé en janvier 2012. Des co-financements sont mobilisés en coordonnant les opportunités (don JICS, document de projet OIBT...).

Au final, la partie 4a a été fortement réorganisée par rapport au R-PP, notamment du fait que les normes internationales tardent à être établies pour l'élaboration d'un système MRV compatible avec la phase 3 de REDD. Le chantier et les besoins sont colossaux dans le contexte congolais. Le MECNT a ainsi réorienté ses priorités pour mettre en place un système propre à accompagner le lancement de la phase 2 (TerraCongo, SNSF), déployer la formation et les installations de base, coordonner les acteurs et planifier les étapes à venir en ce qui concerne l'inventaire forestier national, l'inventaire de gaz à effets de serre et le système de surveillance des terres par satellite conforme aux normes de la phase 3.

4b. Système d'information sur les bénéfices multiples, les autres impacts, la gouvernance et les sauvegardes

Le système MRV des risques et bénéfices multiples résulte des travaux engagés dans le cadre des chantiers « standards » et « SESA », et du cadre de mise en œuvre au sens large (études sur la gouvernance, registre national...). Un système d'information sur les standards (SIS) sera consolidé d'ici décembre 2012 sur base des contributions des chantiers ci-dessus. Il capitalisera aussi sur la cartographie préliminaire des bénéfices multiples développée par le MECNT avec l'appui du PNUE. Dans le prolongement de la loi-cadre sur l'Environnement promulguée en juillet 2011, l'Agence Nationale pour l'Environnement devrait voir le jour et sans doute alors porter la consolidation des données et l'élaboration du système MRV complet (cf. partie 2d).

Document préparé par la Coordination Nationale REDD de la République Démocratique du Congo



Tableau d'utilisation des fonds FCPF lors de juin 2012

Utilisation des fonds FCPF (en milliers de \$ US)								
R-PP composante	Total nécessaire (A)	Fonds FCPF	Fonds utilisé		les fonds disponibles (= B - C)	Financement (= A - B)	Demande de FCPF	
			Les Fonds engagés (C) au 30 juin 2012	Fonds décaissés (D) au 30 juin 2012			NA	
A	APPUI A LA COORDINATION DU PROCESSUS ET CONS NATIONAL	794.750,00	229.391,00	147.090,00	565.359,00	NA	NA	
B	CONSTRUCTION DE LA STRATEGIE NATIONALE REDD +	1.383.767,00	1.050.062	145.128,00	333.705,00	NA	NA	
C	PREPARATION DES SCENARIO DE REFERENCE	380.000,00	299.792,00	37.000,00	80.208,00	NA	NA	
D	GESTION DU PROJET	841.483,00	545.908,00	151.608,00	295.575,00	NA	NA	
	TOTAL	3.400.00, 00	2.151.953,00	480.826,00	1.274.847,00			